

Islam "en" France : Mgr Simon se trompe lourdement

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Islam](#)

Date : 27 mars 2011

Jean-François Chemain répond à la [tribune](#) de **Mgr Hippolyte Simon**, qui soutient l'idée que l'islam puisse trouver par lui-même une place analogue à l'Église catholique "en" France dans le cadre de la laïcité républicaine. [Pour l'historien Jean-François Chemain, l'archevêque de Clermont](#) se trompe lourdement : la loi de 1905 est inapplicable à l'islam :

Mgr Simon regarde l'islam à travers les lunettes de l'histoire catholique, qui ne sont pas appropriées, tant les histoires des deux religions ne sont pas comparables, ni les fruits qu'elles en ont tiré. L'histoire du catholicisme est une lutte millénaire pour l'autonomie de l'ordre religieux par rapport à l'ordre temporel. Cette exigence d'autonomie est tirée du message évangélique lui-même (« Rendez à César... », « Mon Royaume n'est pas de ce monde »...). Elle s'est illustrée par le combat pontifical mené contre les prétentions de nombreux chefs d'État "chrétiens" à être chefs de l'Église chez eux. Dans certains cas, cela a été jusqu'au schisme (Angleterre), dans d'autres jusqu'à la violence (expédition de Charles Quint en 1527, nomination d'anti-papes...). En France on a eu le gallicanisme, variante très atténuée de l'anglicanisme (qui n'est jamais allé jusqu'au schisme !). L'organisation révolutionnaire de la religion, puis le Concordat de 1801, sont dans la lignée du gallicanisme. Cette histoire conflictuelle est celle d'une institution, l'Église, qui a imposé la laïcité (et non pas le contraire, comme on le prétend toujours) à des États qui ont fini par l'accepter, parce qu'ils sont de culture chrétienne.

L'histoire de l'islam n'est pas transposable. Il s'est dès l'origine voulu politique, loi de Dieu à imposer sur terre pour y instaurer un monde idéal, parce qu'islamique. Le Calife était à la fois chef politique et religieux, la laïcité n'a jamais été envisagée dans l'islam. Quand le califat s'est affaibli (dès le Xe siècle), les ulémas (docteurs de la loi) ont imposé leur autorité au pouvoir politique, qui n'a jamais pu prétendre à la moindre autonomie par rapport à la loi religieuse. Les ulémas interprètent la Loi, la masse des fidèles suit leur interprétation (rôle de la pression sociale), le pouvoir politique n'a dès lors qu'une marge de manoeuvre très réduite. Il se trouve que les interprétations qui ont prévalu de la part des docteurs de la Loi — car il y a eu des débats, des crises — ont toujours été les plus restrictives. Ainsi le débat sur la capacité d'interprétation du Coran a été conclu par la négative. De même la question suivante : « Une action est-elle prescrite par Dieu parce qu'elle est bonne, ou est-elle bonne parce qu'elle a été prescrite par Dieu ? » a été tranchée dans le sens de la seconde acception, avec cette version aggravée, que seraient encore meilleures les prescriptions divines qui choquent la conscience humaine, parce qu'elles pousseraient l'homme à la soumission. La raison

a été déclarée impie, parce que faisant de l'homme un dieu à la place de Dieu... On voit bien combien ces choix, historiques et dès lors peut-être accidentels (mais encore une fois je ne le crois pas), rendent l'islam dans sa version majoritaire, incompatible avec notre système démocratique et laïque. Ses fidèles n'ont que faire d'un ordre judéo-chrétien, étranger à leur tradition ; ils n'ont pas l'habitude d'obéir à leurs dirigeants politiques, mais aux "savants" religieux ; ils n'ont que faire de la cohabitation pacifique avec ceux qui pensent autrement, mais sont là pour imposer au monde, par la pression sociale, des comportements dont tout le monde se moque de savoir s'ils sont bons pour l'homme, dès lors qu'ils seraient prescrits par Dieu.

Si Mgr Simon pense que l'État ne doit pas créer un islam « de France », et que dans deux générations les musulmans « en France » seront parfaitement intégrés, il se trompe lourdement. C'est exactement le contraire qui va se passer, et je constate, en tant que professeur de banlieue, que ce ne sont pas les musulmans qui s'intègrent, mais tous les autres qui deviennent musulmans, tant la pression sociale est forte. Les élèves musulmans exercent un flicage de chaque instant sur les autres, qui pousse ces derniers à considérer comme allant de soi l'application de la règle islamique. Si l'État ne fait rien, dans deux générations, la France sera musulmane. Et l'anthropologie qui en découle n'a rien à voir avec celle de notre tradition judéo-chrétienne.